



# LA FEDERATION COMMUNIQUE

## FRALIB GEMENOS (13) :

### **HALTE AUX COUPS TORDUS**

Le lundi 7 novembre 2011, le directeur de la société Fralib à Gémenos, accompagné d'une trentaine de vigiles, véritable milice patronale armée, s'est présenté vers 7h30 devant l'usine. Les salariés présents, respectant la décision du TGI qui, par ailleurs est contestée en appel, leur ont permis l'accès à l'entreprise.

A partir de ce moment, la direction a tenté un véritable coup de force contre les salariés. Après avoir installé ses milices, le directeur a quitté les lieux. Les « miliciens » ont alors violemment agressé les salariés pour les expulser du site qu'ils protègent jour et nuit. A l'évidence, ils ont agi sur ordre. La violence de l'opération commando a entraîné de graves blessures parmi les salariés. La direction du groupe Unilever porte la lourde responsabilité de ce coup tordu. Elle montre ainsi son intransigeance quant à l'emploi et à l'avenir industriel régional.

De plus le juge du TGI, par ses manipulations successives des ordonnances rendues permettant notamment l'entrée dans l'usine de milices armées, participe de ce coup de force de la direction d'Unilever. Cet acte arbitraire ne grandit pas la justice de notre pays.

Les pouvoirs publics et le gouvernement étaient parfaitement informés des objectifs d'Unilever-Fralib puisqu'ils ont dépêché une escouade de gendarmes qui a laissé faire l'opération patronale. L'Etat porte une lourde responsabilité dans ces derniers événements.

Les salariés de Fralib ont décidé de reprendre leur entreprise pour la protéger. Ils ont fait sortir les vigiles, mettant en échec la provocation patronale.

Unilever, qui dépense sans compter en frais d'huissiers, de gardes du corps, de mercenaires, ne propose par ailleurs que des miettes pour l'emploi et l'avenir économique de toute une région.

Notre fédération condamne avec la plus grande fermeté de tels agissements scandaleux. Elle soutient la lutte des Fralib pour la défense de l'emploi et de l'outil industriel. Elle exige des pouvoirs publics qu'ils cessent de cautionner et de soutenir Unilever et qu'ils décident enfin de tenir la table ronde nationale exigée par les salariés, leurs syndicats CGT et CGC, soutenus par le Conseil Régional, les collectivités territoriales et de nombreux élus de la nation.

Il est enfin temps de débattre de la poursuite de l'activité industrielle, de la production de thé et infusions, du maintien de l'emploi à Gémenos.

Montreuil,  
Le 7 novembre 2011